

Actualités européennes

APRÈS LE "OUI" IRLANDAIS - LISBONNE : QUELLES INCIDENCES STRATÉGIQUES ?

Par Pierre Verluise, chercheur à l'IRIS / 5 octobre

Irlande : le 2 octobre 2009, à l'occasion du second référendum à propos du traité de Lisbonne, le " oui " l'a emporté à 67,13% contre 32,87% pour le non. Prochaines étapes : Varsovie et Prague où l'on attend désormais les signatures des deux présidents tchèque et polonais. Quelles seraient les incidences stratégiques de la mise en oeuvre du traité de Lisbonne ?

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-10-05-ae28.pdf

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :



"Crises et conflits d'aujourd'hui et de demain" - Par Pascal BONIFACE, directeur de l'IRIS, 07 octobre



"Un compromis politique est-il possible en Guinée ?" - Par Philippe HUGON, Directeur de recherche à l'IRIS, 07 octobre



"Le Kazakhstan, à la croisée des chemins de l'Europe vers l'Asie centrale" - Par Laure DELCOUR, Directrice de recherche à l'IRIS, 07 octobre



"Etablir des relations diplomatiques avec Pyongyang : pourquoi le moment est bien choisi" - Par Barthélémy COURMONT, chercheur à l'IRIS, 06 octobre



"Les forces de l'ombre françaises au cœur des arcanes de la République" - Par Pascal LE PAUTREMAT, historien et auteur des « Guerriers de la République : forces spéciales et services secrets français 1790-2009 », 05 octobre



"3 clés pour mieux comprendre la réforme de l'assurance santé aux Etats-Unis" - Par Charlotte LEPRI, chercheur à l'IRIS et Erin MILLENDER, Visiting Fellow à l'IRIS, 05 octobre



"Panorama des enjeux des élections anticipées en Grèce" - Par Panos ALEXOPOULOS, assistant de recherche à l'IRIS, 02 octobre



"Référendum irlandais sur le Traité de Lisbonne : J-1 pour l'Acte II" - Par Bélig NABLI, chercheur associé à l'IRIS, 01 octobre

Dans la presse

UNE NOUVELLE GUERRE ENTRE ISRAËL ET LE LIBAN N'EST PAS À L'ORDRE DU JOUR

Barah Mikail par Cécile Cailliez / Guysen International News / 5 octobre

Sur le plan officiel, il n'y a toujours aucune relation diplomatique. Et la situation est bien pire que dans les années 80, lors de la présidence d'Amine Gemayel (1982-1988). A l'époque, on pouvait parler de relations et même évoquer le terme de paix. Aujourd'hui, aucun dirigeant libanais, même Gemayel, ne prendrait ce risque sous peine de mort électorale immédiate. [SUITE PAGE 3](#)

JO 2016, LE CIO ET L'HISTOIRE

Pascal Boniface par Stéphane Guérard / L'Humanité / 1er octobre

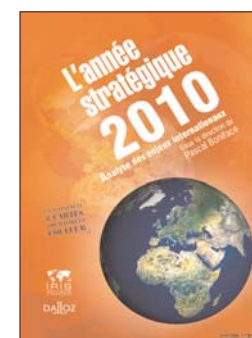
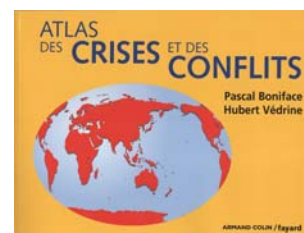
Toutes les réunions du CIO ne sont pas aussi importantes. Mais celle-ci est exceptionnelle. Il s'agit de choisir quelle ville accueillera le deuxième événement le plus médiatisé sur Terre, en 2016. Pour les villes et pays candidats, c'est une question de prestige, de visibilité, d'image, donc de puissance. [SUITE PAGE 4](#)

L'OPÉRATION SÉDUCTION. LA CHINE CHERCHE À DEVENIR UN MODÈLE DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Barthélémy Courmont / La Presse - Montréal / 26 septembre

Conséquence logique de sa croissance économique effrénée, et rançon de sa population importante, la Chine est devenue l'un des principaux pollueurs de la planète, et l'un des principaux responsables du réchauffement climatique. Ces dernières années, de nombreux rapports, souvent rédigés aux États-Unis, l'autre grand responsable de ce danger, se sont alarmés de la situation en Chine, pointant du doigt l'absence de mesures efficaces. [SUITE PAGE 6](#)

Parutions



Présentation pages 8, 9 et 10

Médias

→ TÉLÉVISION

Rio, ville organisatrice des JO 2016
Le Journal, Pascal Boniface par France 2 (3/10)

60ème anniversaire de la RPC
C dans l'air, Jean-Vincent Brisset par Yves Calvi (France 5, 2/10)

Décision du CIO pour les JO 2016
Pascal Boniface par
- Canal + (1/10)
- TV5 Monde (1/10)

→ RADIO

Les procédures judiciaires contre S. Berlusconi
Fabio Liberti par Radio Suisse romande (6/10)

Visite du Premier ministre chinois en Corée du Nord
Jean-Vincent Brisset par Radio Algérienne internationale (5/10)

Dans la presse

UN GRAND PAS VERS UN MONDE SANS ARMES NUCLÉAIRES

Barthélémy Courmont par Jean-Frédéric Légaré-Tremblay / L'actualité.com / 25 septembre

Il s'agit d'une avancée très importante puisqu'elle a reçu le soutien des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui sont par ailleurs les cinq puissances nucléaires reconnues par le Traité de Non Prolifération. **SUITE PAGE 7**

Manifestation

ADHÉRENT CRISES ET CONFLITS : LES CAUSES ET LES SCENARIOS

Mardi 13 octobre / Maison de l'Europe / Paris



Maison de l'Europe de Paris

Conférence-débat organisée en partenariat avec la Maison de l'Europe, autour de Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS et Hubert Védrine, Associé gérant d'Hubert Védrine Conseil et ancien ministre des Affaires étrangères, à l'occasion de la parution de leur ouvrage *Atlas des crises et des conflits* (éditions Armand Colin). **COMPLET**

ADHÉRENT ET POUR QUELQUES DEGRÉS DE PLUS... NOS CHOIX ÉCONOMIQUES FACE AU RISQUE CLIMATIQUE

Jeudi 5 novembre / Espace Kiron / Paris

Conférence-débat autour de Christian de Perthuis, professeur associé à l'Université Paris-Dauphine et conseiller scientifique de la Mission Climat à la Caisse des Dépôts, à l'occasion de la parution de son ouvrage « Et pour quelques degrés de plus... Nos choix économiques face au risque climatique » (Ed. Pearson).

Renseignements : colloques@iris-france.org

3èmes Cycles

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES diplômes de niveau Bac +4 et Bac +5

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR 2009-10

IPRIS 1^{ère} année - Niveau Bac +4, accessible après une licence

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES FONDAMENTALES RELATIONS INTERNATIONALES

IPRIS 2^{ème} année - Niveau Bac +5, accessible après une maîtrise ou un Master I

- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES RELATIONS INTERNATIONALES
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DÉFENSE, SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES GÉOÉCONOMIE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ÉTUDES EUROPÉENNES
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ACTION INTERNATIONALE ASSOCIATIVE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE
- > DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE

Présentation de l'école et de nos programmes,
demandes de dossier d'inscription sur

www.iris-france.org

Formations professionnelles



NOUVEAU

DÉCOUVREZ LES PROGRAMMES DE FORMATION 2009/2010

> LES CYCLES APPROFONDIS

d'octobre à juin > « COMPRENDRE LA SCÈNE INTERNATIONALE CONTEMPORAINE »
de janvier à juin > « CONNAISSANCE APPROFONDIE DU MOYEN-ORIENT »

> LES MODULES THÉMATIQUES

d'octobre à décembre > « DÉCOUVERTE DU MOYEN-ORIENT »
d'octobre à novembre > « INITIATION AUX QUESTIONS DE DÉFENSE »
« GÉOPOLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE »
de décembre à janvier > « LA MONDIALISATION APRÈS LA CRISE »
« CRIMINALITÉ ET DÉLINQUANCE INTERNATIONALES »
de janvier à février > « DÉCOUVERTE DU MAGHREB »
« LES MÉDIAS FACE AUX RELATIONS INTERNATIONALES »
de mars à avril > « QUESTIONS AFRICAINES »
« GÉOPOLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT »
de mai à juin > « STRATÉGIE, INFLUENCE ET INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE »
« GÉOPOLITIQUE DE L'EAU »

Détails sur www.iris-france.org
ou au 01 53 27 60 69

Le référendum irlandais

Fabio Liberti par Radio Orient (3/10)

Rio, ville organisatrice des JO 2016

Pascal Boniface par France Culture (2/10)

La France et l'Iran

Karim Pakzad par
- Radio Algérie (2/10)
- RMC (26/09)

La Géorgie

Arnaud Dubien par
- RFI (1/10)
- BBC (1/10)

Décision du CIO pour les JO 2016

Pascal Boniface par RFI (1/10)

Sommet du G20

Sylvie Matelly par Radio nationale marocaine (1/10)

60ème anniversaire de la RPC

Jean-Vincent Brisset par
- RCF (1/10)
- RMC (1/10)

Nouveau site d'enrichissement d'uranium en Iran

Jean-Vincent Brisset par Philippe Migaux (Radio Orient, 26/09)

→ PRESSE ÉCRITE

Vaklav Klaus et le traité de Lisbonne

Fabio Liberti par Le Point.fr (6/10)

Les procédures judiciaires contre S. Berlusconi

Fabio Liberti par Métro (5/10)

La France et l'Iran

Karim Pakzad par D. G. Villars (The Wall Street Journal, 2/10)

Obama et La réforme de l'assurance santé

Charlotte Lepri par Rue 89 (1/10)

Le référendum irlandais

Fabio Liberti par
- Le Nouvel Obs (1/10)
- Direct Matin (1/10)

Les progrès des armées chinoises

Jean-Vincent Brisset par Frédéric Rohart (L'Echo - Belgique, 29/09)

L'accident des deux Rafale

Jean-Vincent Brisset par La Tribune - Genève (25/09)

Abonnement

Désinscription sur simple demande à :
contact@iris-france.org

UNE NOUVELLE GUERRE ENTRE ISRAËL ET LE LIBAN N'EST PAS À L'ORDRE DU JOUR

Barah Mikail par Cécile Cailliez / Guysen International News / 5 octobre

Quel est l'état actuel des relations entre Israël et le Liban ?

Sur le plan officiel, il n'y a toujours aucune relation diplomatique. Et la situation est bien pire que dans les années 80, lors de la présidence d'Amine Gemayel (1982-1988). A l'époque, on pouvait parler de relations et même évoquer le terme de paix. Aujourd'hui, aucun dirigeant libanais, même Gemayel, ne prendrait ce risque sous peine de mort électorale immédiate. Cependant, officieusement, je pense que certains leaders israéliens et libanais continuent à avoir des connexions, des discussions non officielles et non médiatisées. Je ne peux cependant vous donner des noms précis.

L'instabilité politique au Liban, où le chef de la majorité parlementaire, Saad Hariri, tente actuellement de constituer un gouvernement, peut-elle conduire à un coup d'Etat du Hezbollah ?

Le terrain sociopolitique du Liban est si complexe qu'il est difficile de prédire les risques d'une guerre civile. Cependant, malgré les difficultés évidentes de Hariri pour former son gouvernement, on observe qu'aucun leader n'appelle à la force actuellement. Les partis veulent à tout prix éviter une vacance du pouvoir. Quant au risque d'un coup d'état du Hezbollah, je n'y crois pas. L'organisation a aujourd'hui changé ses perceptions de la réalité et veut être crédible, montrer qu'elle compte sur le plan politique. En utilisant la force, le "parti de Dieu" se mettrait à dos un certain nombre d'Etats de la région, comme l'Arabie Saoudite, la Jordanie, l'Égypte et l'Irak. Et sur la scène internationale, les Etats-Unis ainsi que la France et l'Union européenne ont ouvertement apporté leur soutien au Mouvement du 14 mars, conduit par Saad Hariri. Le Hezbollah n'a donc aucune chance d'être reconnu par ce biais.

On a vu récemment des habitants du Sud-Liban chasser des membres du Hezbollah. Cela veut-il dire que l'organisation terroriste perd de son soutien au sein de la population ?

Absolument pas. Certaines zones du Sud sont composées de minorités chrétiennes où l'organisation n'est pas la bienvenue. Mais le Hezbollah reste très populaire au sein de la majorité chiite auprès de laquelle il impose sa gestion. Et sur l'ensemble du territoire, même si électoralement il est plus faible que le Mouvement du 14 mars, le Hezbollah garde son aura suite à la guerre des 33 jours, en 2006, pendant laquelle il n'a pas été défait militairement. Pour la population, il représente toujours la résistance contre Israël.

Les récents combats à la frontière entre Israël et le Liban sont-ils prémonitoires d'une nouvelle guerre ?

Selon moi, une guerre entre Israël et le Liban n'est pas à l'ordre du jour. Même si chacun des deux pays accuse régulièrement l'autre de violer ses frontières, stratégiquement il n'y a aucun intérêt, ni pour Israël, ni pour le Liban, à aller jusqu'à un conflit d'importance. Les souvenirs de 2006 sont bien trop frais. On peut cependant remarquer une différence dans les discours. Si les dirigeants du Hezbollah se déclarent "prêts à la guerre" tout en assurant qu'elle n'est pas "à l'ordre du jour", les leaders israéliens semblent plus en phase avec ce scénario, l'état-major réaffirmant régulièrement sa volonté de "ne pas se laisser faire" en cas d'attaque. Mais la pression qu'exercent actuellement les Etats-Unis sur Israël devrait faire barrage et empêcher la reprise des combats de 2006.

La paix entre Israël et le Liban est-elle possible ? Quelles conditions les deux Etats doivent-ils remplir pour y arriver un jour ?

La population libanaise est toujours très sceptique et méfiant vis-à-vis d'Israël. Après le retrait des troupes israéliennes du sud du Liban en 2000, certains ont commencé à envisager la fin du conflit à terme. Déjà minoritaires, ces quelques personnes ont été dissuadées après la guerre de 2006. Aujourd'hui, les Libanais sont farouchement opposés à Israël. La population israélienne est pour sa part beaucoup plus favorable à la paix avec le Liban mais la condition du désarmement de la branche armée du Hezbollah est cruciale et l'apaisement des relations passe obligatoirement par ce point. Cependant, il n'y a pas d'automatisme : désarmer le Hezbollah ne suffira pas à la signature d'un traité de paix. Tant qu'un Etat palestinien viable n'existera pas, aucun Libanais n'envisagera la paix. Et même si un tel Etat était finalement créé, il faudra encore de très longues années avant qu'elle ne soit effective. ■

JO 2016, LE CIO ET L'HISTOIRE

Pascal Boniface par Stéphane Guérard / L'Humanité / 1er octobre

L'époque est au grand rendez-vous diplomatiques planétaires. Assemblée générale des Nations Unies puis G20 la semaine dernière. En décembre : le sommet sur le réchauffement climatique de Copenhague.

C'est dans ce calendrier très chargé que le Comité international olympique (CIO) a programmé son congrès... à Copenhague. Avec, dès aujourd'hui, l'audition des quatre villes candidates à l'organisation des Jeux d'été 2016, puis l'élection de l'heureuse élue.

Quelle place donnez-vous à ce grand sommet du mouvement olympique ?

Toutes les réunions du CIO ne sont pas aussi importantes. Mais celle-ci est exceptionnelle. Il s'agit de choisir quelle ville accueillera le deuxième événement le plus médiatisé sur Terre, en 2016. Pour les villes et pays candidats, c'est une question de prestige, de visibilité, d'image, donc de puissance. L'assemblée générale de l'ONU n'est malheureusement pas la gouvernance de la planète. Le CIO lui est bien la gouvernance mondiale du sport. Vue l'importance que le sport a pris dans un monde globalisé, par sa très grande visibilité et son effet de proximité qu'il crée, on peut dire que ce rendez-vous a trait à la géopolitique. D'autant plus que le choix de la ville des JO 2016 revêt lui aussi une dimension géopolitique. Si le Premier ministre japonais, le président des États-Unis, du Brésil, le roi d'Espagne et son Premier ministre vont à Copenhague, c'est qu'ils trouvent qu'il est nécessaire et utile d'y aller, que l'événement justifie le déplacement d'un homme d'État.

Voir des hommes d'État passer un oral devant une institution pas vraiment démocratique ne vous choque-t-il pas ?

Le CIO a un mode de fonctionnement démocratique car chaque membre représente une voix. En revanche, c'est la sélection de ses membres, leur répartition géographique et leur origine sociale - les premiers membres étant historiquement issue de la gentry internationale - qui posent problème. Le CIO n'est pas tout à fait représentatif de l'état de la planète, même si des efforts ont été réalisés et que l'on y trouve d'anciens responsables politiques, des gens du monde de l'entreprise et du sport. Néanmoins, si les chefs d'État se déplacent, c'est que chaque voix compte. Si Londres a obtenu les Jeux 2012, c'est Tony Blair qui a donné le coup de pouce nécessaire. Le déplacement du chef d'État peut être l'élément final qui fait pencher la balance.

Le choix d'une ville est-il un élément du jeu diplomatique mondial ?

Pas directement. On n'échange pas la résolution de la crise financière contre l'attribution des Jeux. Mais on peut penser que les membres du CIO sont sensibles à la géopolitique globale. Ils veulent contribuer à faire l'histoire. Chaque attribution a eu une signification politique. Choisir Tokyo en 1964, c'est tourner la page de la Seconde-guerre-mondiale, reconnaître la réintégration du Japon dans la famille internationale et entériner ses progrès économiques. Mexico 1968, c'était le grand signal envoyé à la grande puissance du " Sud " qu'était le Mexique. 1972, c'est la reconnaissance que l'Allemagne, en période de détente et de réconciliation avec la RDA, peut être réintégrée dans les affaires mondiales. Idem pour Pékin 2008 et la Chine. Si le mouvement olympique souhaite envoyer un message politique, Rio de Janeiro part favori. Nous sommes dans une atmosphère de multipolarisation. La Russie et la Chine, autres pays qui composent le " BRIC " (groupe de puissances émergentes), ont déjà obtenu les Jeux. L'Inde n'est pas candidate. Elle n'a pas de tradition sportive. Le Brésil est le seul des BRIC à ne pas avoir obtenu les JO. Hormis Mexico 68, le Sud non plus. Ce serait une reconnaissance très " G20 ". En plus, Lula est le seul chef d'État à pouvoir rivaliser avec Barack Obama.

Les décisions du CIO préfigurent-elles un état du monde ou l'avalisent-elles ?

Les deux. Ces décisions ne sont pas fondamentalement en avance car on ne donne pas les Jeux à un pays sans infrastructures ni visibilité internationale. En même temps, l'attribution des Jeux entre dans une dynamique de confiance en soi, de visibilité accrue. Ce n'est pas l'attribution des Jeux à Pékin qui a fait de la Chine une puissance émergente. Mais ça a été un jalon de plus dans son parcours de progrès. Quand Séoul est désignée pour l'édition 1988, la Corée du Sud n'est pas encore une démocratie. Mais le coup de projecteur offert par l'événement stimule le processus démocratique. Le CIO se targue de ne pas être un avaliseur de tendance, mais plutôt un dynamiseur de tendance. Il veut montrer qu'il est sensible aux mouvements de la communauté internationale et qu'il leur permet de mieux s'épanouir. Là encore, ce facteur joue en faveur de Rio.

(Suite page suivante)

Rio de Janeiro est donc votre favori ?

Tout dépend le critère que vous choisissiez. En terme technique ou environnemental, le dossier de Tokyo possède des atouts. Pas en terme de rotation des continents. L'Asie a eu les Jeux en 2008. Tokyo les a accueilli en 1964. La proximité des JO 2012 de Londres joue aussi contre Madrid, surtout au moment où l'Europe pèse moins sur la scène internationale. Quant aux États-Unis, ils ont déjà eu quatre fois les Jeux d'été. Enfin, en terme géopolitique, cette élection est avant tout un duel États-Unis - Brésil. Obama face à Lula.

Obama joue-t-il gros en soutenant lui-même Chicago devant le CIO ?

Il a beaucoup hésité avant d'annoncer sa venue. Il a dû faire ses comptes. Il pense pouvoir emporter la décision par sa présence et se servir de cette victoire diplomatique alors qu'il traverse de grandes difficultés sur le front intérieur avec la réforme du système de Santé. Les Jeux en poche, il pourrait dire à ses concitoyens : " Regardez, ma politique paye à l'étranger. "

Le poids de l'Asie peut-il jouer sur le choix du CIO ?

Non car le Japon a une place un peu à part en Asie. C'est un pays occidentalisé, qui est partie prenante à des structures occidentales. En revanche, le Japon met en avant l'impact positif que pourrait avoir l'organisation des Jeux sur sa population vieillissante qui se mobilise pour l'événement. Tokyo met aussi en avant l'impact considérable des Jeux pour la protection de l'environnement. Si on joue lutte contre le réchauffement climatique, c'est le Japon. Si on joue multipolarisation du monde, reconnaissance du rôle des pays émergents et du fait que le Sud fait partie des décideurs, c'est le Brésil.

Dans cette désignation, quelle conduite doit adopter la France ?

Nicolas Sarkozy s'est déterminé en faveur de Rio. Sauf qu'il ne dirige pas le vote des membres français du CIO. Guy Drut et Jean-Claude Killy se détermineront en fonction de leurs choix personnels. Dans l'optique d'une candidature de Paris à de prochains jeux d'été, le meilleur choix serait Rio car c'est la ville la plus différente de la capitale française. En terme de catégorie de pays, la France est plus proche des trois autres pays en lice.

En ne conservant que Madrid, Chicago, Tokyo et Rio dans le dernier carré, le CIO a-t-il entériné le gigantisme de ses Jeux et l'impossibilité pour une plus petite cité des les organiser ?

Olympie a été choisie car il y avait là aussi des facilités. On n'est pas prêt de voir des Jeux dans une ville de trente mille habitants ou dans un pays économiquement faible. Le gigantisme, le nombre de sportifs qui veulent y être, implique de choisir parmi les grands pays. Mais il est préférable de pousser au maximum à la participation aux Jeux que de réduire l'événement afin de multiplier le nombre de pays capables de l'accueillir. Confier les Jeux à une ville puissante, c'est aussi en contrepartie s'assurer de la participation des pays les plus modestes. La Jamaïque peut remporter un nombre important de médailles d'or sans être membre du G20 ni être une puissance économique. Pour organiser, il faut être riche. Mais pour participer, chacun a sa chance. Les résultats se jugent en fonction du talent et du travail. En ce sens, le sport est plus démocratique que d'autres activités. ■

L'OPÉRATION SÉDUCTION. LA CHINE CHERCHE À DEVENIR UN MODÈLE DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Barthélémy Courmont / La Presse - Montréal / 26 septembre

Conséquence logique de sa croissance économique effrénée, et rançon de sa population importante, la Chine est devenue l'un des principaux pollueurs de la planète, et l'un des principaux responsables du réchauffement climatique. Ces dernières années, de nombreux rapports, souvent rédigés aux États-Unis, l'autre grand responsable de ce danger, se sont alarmés de la situation en Chine, pointant du doigt l'absence de mesures efficaces. Mais Pékin ne l'entend pas de cette oreille, et tandis que se profile le sommet de Copenhague sur le climat, qui se tiendra en décembre, le gouvernement chinois a annoncé à l'occasion d'une réunion sur les enjeux climatiques, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, des nouvelles mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sur son territoire.

Réagissant à cette annonce, le responsable de l'ONU sur les questions climatiques, Yvo de Boer, a même affirmé que la Chine figurerait très prochainement parmi les pays en première ligne dans la lutte contre le réchauffement de la planète. Un modèle donc, mais de quelle nature, pour qui, et pour quelles raisons?

Parmi les différentes mesures proposées par la Chine, figure l'intention d'utiliser d'ici 2020 des sources renouvelables pour produire 15% de ses besoins énergétiques pharaoniques. Un objectif ambitieux et louable, mais qui semble malgré tout assez modeste compte tenu des immenses attentes qui précédaient le plan chinois. Un effet d'annonce plus qu'une réalité donc? Pour l'heure indiscutablement, même si la prise de conscience est bien là, et doit être saluée. En fait, en transformant son image de premier pollueur de la planète en modèle dans la lutte contre le réchauffement climatique, la Chine renoue avec la tentation de prendre la tête des puissances émergentes, statut que Pékin continue de revendiquer. En adaptant son développement économique aux nouvelles exigences de la lutte contre le réchauffement climatique, Pékin invite ainsi les pays émergents à suivre son modèle, ce qui est à la fois un acte politique fort et un pari sur les investissements majeurs dans ce domaine, pour lesquels la Chine pourrait être associée. Avec des retombées économiques à la hauteur des projets.

Une stratégie donc pour un pays qui étend un peu plus chaque jour son emprise sur l'Asie du Sud-Est, l'Afrique ou l'Amérique latine.

L'autre stratégie de Pékin est de mettre Washington en difficulté. En apparaissant comme un modèle dans la lutte contre le réchauffement climatique, la Chine pourrait ainsi non seulement contrer les attaques américaines sur un sujet pour lequel elle s'est montrée jusqu'à présent peu performante, et surtout renforcer sa crédibilité à l'échelle internationale dans sa capacité à faire face à un enjeu global, et sur lequel Washington reste un maillon faible.

Car si la Chine peut devenir un modèle sur ce sujet, la situation est en revanche plus complexe à Washington, où le poids du Congrès ralentit souvent les initiatives de l'exécutif, et où la culture de la consommation ne joue pas en faveur d'évolutions profondes des comportements.

Ainsi, face à des États-Unis souvent incapables de transformer des actes de bonne volonté en des actions politiques concrètes, et une Union européenne qui reste de son côté encore trop inégale dans son traitement des enjeux climatiques, la Chine impose sa voie, et pourrait effectivement prendre de l'avance sur un sujet majeur.

Mais plus que les faits, tout est question de perception, et Pékin en a conscience. La Chine soigne son image, et s'est lancée dans une immense opération séduction, en mettant en avant ses capacités de "soft power", en prenant notamment place sur tous les terrains laissés vacants par les États-Unis au cours des dernières années. Le positionnement de Pékin dans la lutte contre le réchauffement climatique serait donc une stratégie visant à se substituer à la puissance américaine. Avec un résultat payant, et que le sommet de Copenhague pourrait rapidement confirmer. ■

UN GRAND PAS VERS UN MONDE SANS ARMES NUCLÉAIRES

Barthélémy Courmont par Jean-Frédéric Légaré-Tremblay / L'actualité.com / 25 septembre

Barack Obama avait dit vouloir un monde sans armes nucléaires, et voilà qu'il est parvenu jeudi à faire adopter à l'unanimité au Conseil de sécurité une résolution appelant à un monde dénucléarisé. Réelle avancée ou simple écran de fumée?

La résolution est-elle une avancée réelle vers la dénucléarisation du monde?

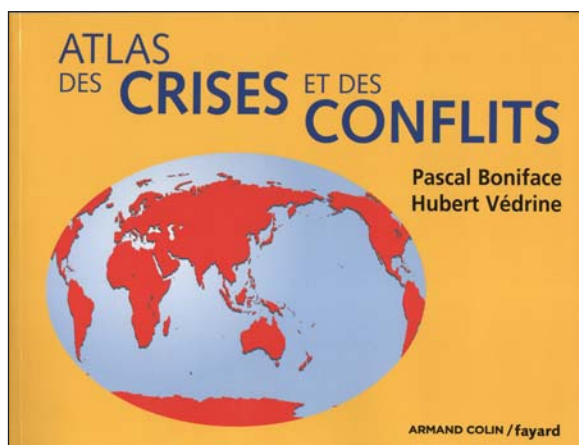
Il s'agit d'une avancée très importante puisqu'elle a reçu le soutien des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui sont par ailleurs les cinq puissances nucléaires reconnues par le Traité de Non Prolifération. Pour la première fois, il y a donc un accord unanime sur la nécessité d'aller vers une dénucléarisation totale. Cette situation a été rendue possible par les appels en ce sens de la nouvelle administration américaine, notamment le discours de Barack Obama à Prague en avril dernier; la volonté de mettre de côté les divergences entre les grandes puissances; et la volonté de traiter des questions de prolifération nucléaire en favorisant des actions multilatérales. C'est donc dans le multilatéralisme que s'inscrivent les rencontres de cette semaine à l'ONU, symbolisées par un fort engagement américain - pour la première fois depuis 1945, un président américain a dirigé la séance du Conseil de sécurité!

La résolution a-t-elle du mordant ou n'est-ce qu'une déclaration de principe?

Plus qu'une déclaration de principe, il s'agit d'un véritable engagement des puissances nucléaires officielles et de la communauté internationale. Cela étant, de tels objectifs, qui ne datent pas d'hier puisqu'ils figurent dans le Traité de Non Prolifération, vieux de plus de 40 ans, ne seront pas atteints avant plusieurs années, et l'évolution de cet engagement dépendra également de l'évolution des équilibres de puissance internationaux. À ce titre, on peut mentionner les rivalités russo-américaines, qui connaissent des hauts et des bas, et le rôle de la Chine, qui est aujourd'hui la seule puissance nucléaire officielle qui continue de renforcer ses capacités. Il est donc difficile de savoir si, pour certains, cet engagement ne relève pas plus de la rhétorique que d'une action réelle.

Sera-t-elle un outil utile pour les négociations avec l'Iran et la Corée du Nord?

Ces deux dossiers ont même été les moteurs ayant poussé les membres permanents du Conseil de sécurité à s'accorder sur la question de la dénucléarisation. C'est aussi un message aux trois puissances nucléaires non signataires du Traité - et donc "en marge" de celui-ci, soit l'Inde, le Pakistan et Israël - pour les inviter à joindre le cadre juridique international régissant la prolifération nucléaire. Pour la première fois depuis la signature du Traité de Non Prolifération en 1968, les puissances nucléaires semblent disposées à donner l'exemple afin d'adresser un message plus cohérent aux États proliférants, et de ne pas paraître comme des donneurs de leçons qui se garderaient bien de respecter les moindres règles. Reste à espérer qu'elles tiendront leurs engagements. ■



ATLAS DES CRISES ET DES CONFLITS

Pascal Boniface
Hubert Védrine

(Armand Colin - 19,50 €)

La crise actuelle accapare notre attention et recouvre l'avenir d'un voile d'incertitude ; elle complique et rend plus périlleuse encore une donne mondiale caractérisée par la permanence de conflits anciens, au Moyen-Orient ou ailleurs, et l'apparition de nouveaux et graves facteurs de tension. Comprendre le monde pour ne pas se contenter de le subir et pour contribuer à son évolution positive est désormais l'affaire de tous.

Pascal Boniface et Hubert Védrine mettent ici leur talent d'analyse au service de chacun de nous. Ils voient plus loin, et plus clair. Rappelant les causes fondamentales des crises et des conflits locaux, ils se livrent au diagnostic du présent et scrutent l'horizon pour nous présenter, sur chacun des cas examinés, les scénarios possibles. Associant à une cartographie d'une clarté exceptionnelle des commentaires centrés sur l'essentiel, ils décryptent avec talent la complexité du monde et les lignes de force de son évolution.

PASCAL BONIFACE est directeur de l'Institut de Relations internationales et stratégiques / IRIS. Spécialiste de géopolitique, il enseigne à l'Institut d'Etudes européennes de l'université Paris 8.

HUBERT VÉDRINE a été à la présidence de la République de 1981 à 1995 successivement conseiller diplomatique, porte parole puis Secrétaire général, et ministre des Affaires Etrangères de 1997 à 2002.

SOMMAIRE /

I. LES CAUSES 5

II. LES CONFLITS 25

L'EUROPE 27

KOSOVO 29, LES BALKANS 31, RUSSIE / GÉORGIE 33, RUSSIE / UKRAINE 35, RUSSIE / PAYS BALTES 37, LA MOLDAVIE 39, LA TCHÉTCHÉNIE 41, CAUCASE NORD 43, ARMÉNIE / AZERBAÏDJAN 45, TURQUIE / ARMÉNIE 47, TURQUIE / KURDISTAN 49, CHYPRE 51

LES AMÉRIQUES 53

CUBA / ÉTATS-UNIS 55, COLOMBIE 57, HAÏTI 59

L'AFRIQUE 61

SAHARA OCCIDENTAL 63, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 65, GRANDS LACS 69, SOUDAN / DARFOUR / TCHAD 71, ETHIOPIE / ERYTHRÉE 75, SOMALIE 11

L'ASIE 79

CHINE / TAÏWAN 81, CHINE / JAPON 83, TIBET 85, CORÉE 87, SRI LANKA 89, BIRMANIE 91

L'ARC DES CRISES 93

ISRAËL / PALESTINE / PAYS ARABES 95, LIBAN 99, ISRAËL / IRAN 101, IRAN / ÉTATS-UNIS 103, IRAN / PAYS ARABES 105, IRAK 107, AFGHANISTAN 109, ASIE CENTRALE 113, INDE / PAKISTAN 115

III. LES SCÉNARIOS D'AVENIR 117

EN VENTE EN LIBRAIRIE
ou sur www.iris-france.org



AUTOMNE 2009

LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIQUE **N°75**

Le monde occidental est-il en danger?

Dossier sous la direction de **Pascal Boniface**

SOMMAIRE /

Autre regard

De la relativité appliquée au terrorisme / Thierry Fragnoli

Éclairages

Argentine, Brésil, Mexique : pertinence du concept d'émergence / Jean-Jacques Kourliandsky

Les réfugiés irakiens en Syrie / Léa Conti Fabra

Qui s'est approprié la gestion de la paix et de la sécurité en Afrique ? / Romain Esmenjaud, Benedikt Franke

Le dialogue arméno-turc / Gaïdz Minassian

Dossier : Le monde occidental est-il en danger?

Éditorial / Pascal Boniface

Du monde occidental au temps de l'humanité : une révolution nécessaire / Marie-George Buffet

Des Occidentaux peu crédibles à « défendre les valeurs » / François Burgat

L'avenir de l'Occident et le monde musulman / Mustapha Chérif

Pour exister l'Occident a besoin d'épouvantails / Entretien avec Régis Debray

Crise identitaire du monde occidental / Doudou Diène

Le spectre d'Al-Qaïda / Jean-Pierre Filiu

Elargir et repenser la notion d'Occident / Fyodor Lukyanov

Don't Panik ! / Entretien avec Médine

Ce que l'Occident a apporté au monde / Michel Taubmann

Du G 20 au G 2 : y a-t-il encore une place pour l'Europe dans la cour des grands ? / Chenva Tieu

Barbarie et messianisme occidental / Entretien avec Tzvetan Todorov

Le danger de l'occidentalisme / Entretien avec Hubert Védrine

EN LIBRAIRIE

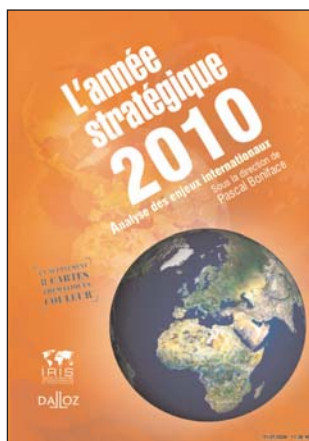
Lecture critique

Comptes rendus

Le trimestre des revues de relations internationales à l'étranger

LES ACTIVITÉS DE L'IRIS

EN VENTE EN LIBRAIRIE
ou sur www.iris-france.org



L'Année stratégique 2010

sous la direction de
Pascal Boniface

(Daloz / Iris - 25 €)

Entre la crise économique, le sommet du G 20, et l'investiture d'un Noir à la Maison-Blanche, l'ordre mondial et les relations internationales se sont vus profondément modifiés : quels sont les nouveaux enjeux et défis engendrés par les événements de l'année passée ?

Une synthèse complète de la situation géopolitique de l'année

- > enjeux politiques, économiques, sociaux, diplomatique, militaires et stratégiques
- > analyses régionales détaillées
- > principales statistiques démographiques, économiques, sociales et militaires par pays

Un outil de compréhension des relations internationales

Ouvrage de référence géopolitique, *L'Année stratégique 2010* donne les clés pour comprendre les tensions et les enjeux de l'actualité internationale, ainsi que les défis à venir.

- > **196 fiches-pays** (indicateurs politiques, sociaux et de développement ; données démographiques, économiques et militaires)
- > **7 fiches régionales**
- > **9 cartes des principaux enjeux régionaux**
- > **8 cartes thématiques couleurs en supplément**
- > **rappel chronologique des événements qui ont marqué l'année**
- > **bibliographies et sélection de sites Internet**
- > **annuaire statistique mondial des données essentielles**
- > **présentation des organisations internationales et des centres de recherche en relations internationales**

/ SOMMAIRE

CLASSEMENT ALPHABETIQUE DES FICHES-PAYS
LES AUTEURS
REMARQUES METHODOLOGIQUES

INTRODUCTION

2008-2009, une rupture dans l'Histoire : fantasme ou réalité ?

> Pascal Boniface

ENJEUX ÉCONOMIQUES

Les économies face à la crise : une mutation nécessaire ?

> Sylvie Matelly

ENJEUX MILITAIRES

Les politiques de défense : des évolutions contrastées

> Jean-Pierre Maulny

ENVIRONNEMENT ET ENERGIE

Entre logiques énergétiques et priorités environnementales : un insoluble dilemme ?

> Barah Mikail

TERRORISME ET CRIMINALITÉ

Criminalité : entre croissance et diversification

> Alain Bauer, Stéphane Quéré, Laurence Ifrah et Christophe Soullez

AIRES GÉOGRAPHIQUES

EUROPE

L'Union européenne, entre crise permanente et action politique

> Fabio Liberti

AMÉRIQUE DU NORD

L'Amérique à l'aube du changement ?

> Charlotte Lepri

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Reconfigurations dans un contexte de crise

> Jean-Jacques Kourliandsky

MOYEN-ORIENT ET MAGHREB

Vers une nouvelle équation politique régionale

> Didier Billion et Rachid Khechana

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Une Afrique emportée par la crise mondiale

> Philippe Hugon

ASIE ET OCÉANIE

Tensions, récession, conflits et démissions : l'Asie en (dés)ordre de bataille

> Olivier Guillard

RUSSIE ET CEI

Russie-CEI : du conflit à la crise

> Laure Delcour

CENTRES DE RECHERCHE EN RELATIONS INTERNATIONALES

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

SITES INTERNET SPÉCIALISÉS

ANNEXES STATISTIQUES

INDEX

**EN VENTE EN LIBRAIRIE
OU SUR www.iris-france.org**